



Au Kasai, la milice Kamwina Nsapu a monnayé le recrutement de centaines d'enfants-soldats. Après avoir participé à des massacres ou à des exactions, certains ont déserté et trouvé refuge dans des foyers du Bureau national catholique de l'enfance. Ils ont peur d'être tués par les miliciens, qui les accusent de trahison. Ici, photographiés fin juin 2017, de gauche à droite : C., 17 ans ; X., 17 ans, blessé à coups de machette ; A., 15 ans.

LÉONARD PONGO/NOOR

législatives du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), la mouvance de Joseph Kabila. Elle fut la seule blessée de la famille. Son frère, par ailleurs chef de son village, vit réfugié à Tshikapa, de peur de retomber sur des miliciens.

DES ERRANTS, NE SACHANT OÙ ALLER

Au cours de l'année 2017, l'hôpital de Ditekemena a vu arriver toutes les victimes d'une crise qui n'a fait qu'empirer sous différentes formes. Des endeuillés et des blessés, par balles et par machette. Puis des affamés, incapables de cultiver leurs champs puisqu'ils ont dû fuir. Des errants, ne sachant où aller. L'Organisation internationale des migrations (OIM) estime que plus de 1 million de personnes ont quitté leur foyer au Kasai, un des plus grands déplacements de populations en Afrique. Enfin sont arrivés des habitants fuyant « la guerre ethnique ». Ceux-là venaient en particulier du territoire de Kamonia, au sud de Tshikapa, près de la frontière angolaise.

Jusqu'à peu, un fragile équilibre de populations, issues de différents vagues migratoires qui ont défini majorités et minorités

ethniques, prévalait dans cette partie du Kasai. L'ethnisation du conflit a mené les uns à se revendiquer plus « kasaiens » que les autres. « Au début, on se battait contre les Ntenda, les rivaux de Kamwina Nsapu. Puis contre les militaires. Ensuite contre les Tchokwe et les Pende, car ils chassaient les Luba, les vrais Kasaiens », confirme Paul.

D'après des témoignages concordants, y compris ceux recueillis par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), l'arrivée des combattants luba a été suivie de la mobilisation d'une contre-milice composée d'habitants tchokwe, pende et tetela, armée par certains notables de Tshikapa, appelés les « Bana Mura » par la population. Ce nom, qui fait référence à un cours d'eau du Katanga, la région d'origine de la famille Kabila, désigne la Garde présidentielle, les troupes d'élite du président, qui évoluent parfois hors du contrôle de l'état-major. D'après le rapport de la FIDH, les Bana Mura, mobilisés par certains chefs coutumiers et membres des forces de sécurité, ont principalement agi dans le territoire de Kamonia, à la frontière avec l'Angola.

L'HÔPITAL DE DITEKEMENA A VU ARRIVER DES ENDEUILLÉS ET DES BLESSÉS, PAR BALLES ET PAR MACHETTE, PUIS DES AFFAMÉS

Les rares traces de ces violences contre les Luba du Kasai, qui se sont déroulées à huis clos et en l'absence de journalistes autorisés à se rendre sur place, sont visibles sur la piste qui relie Tshikapa à Kamonia. Avancant mètre après mètre dans la végétation dense, la Jeep de la Mission de l'organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (Monusco) cahote depuis deux heures quand apparaissent les premiers tas de terre ocre et de bois calciné. De la vie d'autrefois, il reste des bassines percées, des vêtements roulés en boule, de vieilles lampes à pétrole. Ces maisons détruites se multiplient le long des 75 kilomètres parcourus par la patrouille. « Certaines fumaient encore à notre arrivée, en juillet », raconte un soldat ghanéen de la Monusco, dont les huit bases au Kasai ont été ouvertes après les violences. A quelques pas, des femmes sèchent du manioc, des hommes jouent aux dames avec des capsules de bière, des enfants poussent des vélos surchargés de marchandises. Il n'y a plus un Luba dans les villages pende et tchokwe. Les ruines font déjà partie du paysage.

Acculés par la répression de l'armée et la riposte des milices Bana Mura, les miliciens Kamwina Nsapu ont perdu du terrain. Après une arrestation et une évasion, Paul a quitté le mouvement lorsqu'il s'est aperçu qu'il n'était pas plus payé par la milice que par l'Etat. Ses parents ne savent toujours pas qu'il en était membre. Eux aussi, comme des centaines de milliers de Kasaiens, ont dû se cacher pendant plusieurs mois dans les brousses et les forêts. « A cause de cette guerre, confie Paul, mes parents manquent encore plus de nourriture. »

IDENTITÉS MANIPULÉES

L'absence de perspectives dans cette zone délaissée de la RDC a transformé une révolte à la mémoire d'un chef disparu en une insurrection politique et meurtrière. Une telle insurrection populaire ne s'était pas vue depuis la rébellion « Simba », en 1964. Démarrée dans les maquis voisins du Kwilu, elle était parvenue à contrôler la moitié du jeune Congo indépendant. Cette tentative n'a pas pu résister à la répression d'un régime concentré sur son seul maintien au pouvoir et soutenu diplomatiquement par ses voisins. Peu structurée, sans relais politiques extérieurs, la révolte du Kasai n'a fait que renforcer un peu plus la dégradation générale de la situation politique et sociale congolaise. Ses aspirations ont rapidement été recouvertes par les passions identitaires manipulées de communautés privées de toute représentation nationale.

Un an après la fin du mandat de Joseph Kabila et un an avant l'élection qui doit désigner son successeur, le Kasai est ainsi devenu le principal foyer d'instabilité de ce pays-continent qui compte neuf frontières. Il fait désormais partie de ces nombreuses zones où la population accuse les forces de sécurité d'avoir « carte blanche ». La crise a sapé toutes les structures sociales locales, en particulier celles du monde agricole, dévasté par les violences et les mouvements de populations.

Après les massacres et la fuite, les Kasaiens doivent désormais affronter une grave crise alimentaire. L'instabilité a déjà débordé sur l'Angola, qui accueille 30 000 réfugiés et a maintenu sa frontière fermée, provoquant l'asphyxie du commerce local. Même s'ils ont diminué, des affrontements sporadiques ont encore lieu au sud de Tshikapa. Des poches de miliciens demeurent actives dans la province de Lomami. « Une résurgence du mouvement est à craindre si les élections ne sont pas organisées en 2018 », estime un haut responsable des Nations unies en RDC. Le 2 janvier, lors d'affrontements près de l'aéroport de Kananga, trois miliciens présumés ont été tués par balles et un militaire blessé à la machette. Le Kasai connaît une accalmie trompeuse. ■

Des chefs coutumiers au cœur de la crise

À KASALA, DANS LE SUD de la République démocratique du Congo (RDC), une seule maison n'avait pas l'air d'un abri de fortune. C'était celle de Bruno Ndala, le chef coutumier. De son « palais », il ne reste aujourd'hui qu'un transat désossé au milieu des ruines. Sa maison a été détruite par les miliciens Kamwina Nsapu en avril 2017. « Nous attendons son retour », disent les habitants, regards hagards après des mois de fuite. Comme de nombreux représentants « traditionnels » de la région du Kasai, Bruno Ndala, 41 ans, vit « en exil ». C'est à des milliers de kilomètres de la terre de ses sujets et de ses ancêtres, que cet ancien diamantaire tient audience, dans un café de Kinshasa, la capitale de la RDC.

La crise du Kasai, qui a conduit à la mort d'au moins 5 000 personnes depuis l'été 2016, a été déclenchée par la mort d'un chef, dont les miliciens ont repris le nom : Kamwina Nsapu, de son nom civil Jean-Pierre Mpandi. Le 12 août 2016, il est tué au cours d'une opération des forces de sécurité. Et ses « fétiches », profanées. Un fait inédit en RDC, où les représentants dynastiques d'une terre et d'un

peuple conservent une part essentielle du pouvoir local. Plus que l'Etat, moqué ou craint par la population, la chefferie est l'une des rares institutions encore plus ou moins valides en RDC. « La crise a été déclenchée lorsque la politique s'est mêlée des affaires coutumières », explique un universitaire de Kananga, la capitale du Kasai-Central, qui tient à l'anonymat.

Réputé réfractaire au régime

Né en 1966, Jean-Pierre Mpandi était le 6^e chef des Bajila Kasanga, un peuple établi autour de Kananga et Tshikapa. Après avoir vécu en Afrique du Sud, ce médecin « traditionnel » était revenu dans son territoire pour succéder à son oncle, un colonel des Forces armées zaïroises (FAZ), l'armée congolaise au temps de Mobutu. Mais moins conciliant que son prédécesseur avec le régime de Joseph Kabila, le nouveau chef n'a pas été reconnu par le gouverneur de la province. « Si un chef déplaît, ou s'il refuse de payer une somme, explique un représentant de la société civile de Tshikapa, le régime ne le reconnaît pas, voire soutient un concurrent. C'est ce qui

est arrivé. » Au profit de l'un de ses cousins et chef voisin rival : Ntenda.

Cette affaire n'est que la partie émergée de la déstabilisation du pouvoir coutumier, accentuée par le maintien au pouvoir de Joseph Kabila. Au Kasai, les nombreuses divisions administratives avaient déjà multiplié les conflits entre rivaux. Le soutien officiel à certains chefs dans les querelles d'héritage les a exacerbés. Chef incontournable au Kasai, mort en février 2016, le sénateur Emery Kalamba, roi des Bashilange, dont dépend le Kamwina Nsapu, était réputé réfractaire au régime. Il a été remplacé à la tête de l'association des chefs par Albert Mbweshi, frère d'Evariste Boshab, ministre de l'intérieur à l'époque, l'un des rares Kasaiens présents au sommet du pouvoir.

M. Boshab, juriste de formation, a longuement réfléchi au droit coutumier et au maintien de Joseph Kabila au-delà de la limite constitutionnelle. Il présidait l'Assemblée nationale quand, en 2015, la loi sur le statut des chefs a été mise en œuvre. Plus que leur neutralité, elle établit leur caractère « apolitique », c'est-à-dire le principe de leur non-opposition aux auto-

rités. La même année, Evariste Boshab soutenait la division des provinces congolaises. Conséquence : alors que Kananga était la capitale unique du Kasai, elle est devenue rivale de Tshikapa, riche de ses mines de diamants. Les chefs de Kananga et leurs populations luba, réputés favorables à l'opposition, ont été écartés du pouvoir local au profit de ceux de Tshikapa, issus des communautés pende et tchokwe.

Ce jeu politique est en passe de virer au désastre. Les milices anti-Kabila ont été soutenues par des chefs coutumiers, excédés par le régime. A l'inverse, la répression s'est aussi appuyée sur eux pour recruter des miliciens pro-gouvernement. Fin octobre, Evariste Boshab, sous sanctions européennes et américaines, a rassemble à Tshikapa une centaine de chefs coutumiers. « Vous soutenez les milices ! » criaient les uns, « Vous êtes pour Kabila ! », rétorquaient les autres. En juillet 2017, le cousin de Jean-Pierre Mpandi a été désigné héritier. Le nouveau Kamwina Nsapu ne critique plus le régime. ■

P. BI (KANANGA ET TSHIKAPA, RDC, ENVOYÉ SPÉCIAL)